



Rabat, le 13 mars 2012

En attendant la Conférence mondiale Rio +20 sur le développement durable

L'Afrique du Nord a mis en avant ses priorités

Adopter de nouvelles formes de gouvernance participative dans le processus de développement, assurer la transparence dans la gestion des ressources naturelles, rationaliser l'utilisation des ressources financières, promouvoir l'économie verte, sont autant de recommandations émanant de la réunion d'experts organisée par le Bureau pour l'Afrique du Nord de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique le 7 mars 2012 autour du thème « Rio+20 : Avancées et enjeux pour l'Afrique du Nord ».

Réunis dans le cadre de la 27^{ème} session du Comité Intergouvernemental d'experts du Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord organisé du 6 au 9 mars 2012 à Rabat, les experts représentant les sept pays de la sous-région (Algérie, Egypte, Libye, Maroc, Mauritanie, Soudan et Tunisie) ont discuté et adopté une série de recommandations visant à appuyer une position commune en prévision de la Conférence mondiale Rio+20 sur le développement durable prévue du 20 au 22 juin prochain en Brésil.

Cette réunion a été l'occasion pour les responsables y participant de réaffirmer l'engagement des Etats membres en faveur d'un développement durable fondé sur une croissance soutenable, un développement social équilibré et une gestion de l'environnement et des ressources naturelles qui tienne compte des besoins des générations futures. Par ailleurs, les attentes de la sous région par rapport à la Conférence de Rio ont été définies et discutées à la lumière des résultats des processus régionaux préparatoires menés au niveau de l'Afrique et de la région Arabe.

Intervenant à l'ouverture de cette réunion, Mme Karima Bounemra Ben Soltane, Directrice du Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord a insisté sur l'importance d'une participation active et élargie des pays de la sous-région à la Conférence de Rio+20 dans le but de soutenir la position commune africaine et garantir la prise en compte des enjeux et priorités de l'Afrique du Nord.

Les débats ont porté sur les principaux défis de la sous-région dans ce domaine, à savoir l'adaptation aux changements climatiques, la préservation des ressources naturelles et de la biodiversité, la sécurité alimentaire, la lutte contre la pauvreté, la création d'emplois notamment pour les jeunes et les femmes, la diversification de l'économie et l'intégration régionale. Pour relever ces défis, « les Etats devront redoubler d'effort pour renforcer la convergence entre les trois piliers du développement durable en améliorant l'intégration et la cohérence des politiques et programmes dans le cadre d'une gouvernance plus participative, ouverte à tous les acteurs et coordonnée à tous les niveaux », a souligné Mme. Bounemra Ben Soltane.

Les participants à cette réunion ont mis l'accent sur la nécessité de promouvoir la transparence dans la gestion des ressources naturelles en impliquant les collectivités locales et en renforçant leurs capacités. Une approche territorialisée du développement durable devra guider la mise en œuvre des stratégies tel que recommandé par les participants pour une résorption des inégalités sociales et une plus grande prise en compte des contraintes écologiques.

Par ailleurs, il a été recommandé de développer une vision prospective commune pour la promotion de l'économie verte en Afrique du Nord, en s'appuyant sur l'identification et la vulgarisation des initiatives menées au niveau des pays. L'évaluation des opportunités réelles liées à l'économie verte permettra de mesurer les potentialités existantes en termes de créations d'emplois durables, et d'identifier les actions et les mécanismes à mettre en place pour une meilleure intégration de l'économie verte dans les stratégies nationales et sectorielles du développement durable.

Les participants ont également mis l'accent sur la nécessité de renforcer des capacités des Etats membres dans le domaine du développement durable et de l'économie verte par l'échange d'expériences dans le cadre de la coopération régionale avec les autres pays africains, notamment en matière de financement, de recherche et de renforcement des compétences, pour assurer la transition technologique et l'émergence de nouveaux métiers.

Il a toutefois été souligné que le passage à l'économie verte devra prendre en compte les spécificités et les besoins de chaque pays dans la mise en place des préalables et mesures d'accompagnement nécessaires, en particulier l'adaptation du cadre institutionnel et réglementaire, le développement de mécanismes innovants de financement, le renforcement des capacités et la sensibilisation aux enjeux du développement durable qui nécessite aussi un changement de comportement à l'égard de l'environnement, pour ne pas compromettre l'avenir des générations futures.